

إجراءات تسجيل الأراضي في القانون الكاميروني وفقاً للمرسوم رقم

٢٠٠٥/٤٨١ الصادر في ١٦ ديسمبر ٢٠٠٥

فهرس رسالة ماجستير

نوع الرسالة
العنوان بالعربي

رسالة ماجستير
٢٢٢. إجراءات تسجيل الأراضي في القانون
الكاميروني وفقاً للمرسوم رقم ٤٨١-٢٠٠٥
الصادر في ١٦ ديسمبر ٢٠٠٥

٢٠٠٦

١٠٥

سنة النشر
عدد الصفحات

يمكنك طلب ترجمة الفهرس للعربية نظير تكلفة رمزية

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE D'IMMATRICULATION

LES CARACTERISTIQUES DE LA NOUVELLE PROCEDURE D'IMMATRICULATION

CHAPITRE I : UNE PROCEDURE D'IMMATRICULATION SIMPLIFIEE

SECTION I : LA DECENTRALISATION DE LA PROCEDURE D'IMMATRICULATION ET LA DECONCENTRATION DES COMPETENCES

Paragraphe I : La décentralisation de la procédure
d'immatriculation directe

A. La provincialisation de la procédure

Les étapes de la procédure d'immatriculation directe

a. L'étape départementale de la procédure

b. L'instruction du dossier d'immatriculation au niveau du
chef-lieu de province

La possibilité d'une procédure d'immatriculation au delà de
la province

B - La création d'une conservation foncière au niveau des
départements

Paragraphe II : La déconcentration des compétences

A - La responsabilisation des autorités administratives

La responsabilisation du Sous-préfet et du Chef de District

La responsabilisation du Gouverneur de province

B. La responsabilisation des autorités des services
déconcentrés des affaires foncières

La responsabilisation des autorités provinciales des affaires
foncières

La responsabilisation des autorités départementales des
affaires foncières

SECTION II : LA SIMPLIFICATION DE LA PROCEDURE NON CONTENTIEUSE DE REGLEMENT DES OPPOSITIONS ET DES DEMANDES D'INSCRIPTION

Paragraphe I : La volonté de purger les oppositions et des demandes d'inscription au niveau de département

A. Les autorités départementales compétentes pour recevoir les oppositions et les demandes d'inscription

Le Chef de la circonscription administrative

Le Conservateur foncier

B. Les autorités départementales compétentes pour régler les oppositions et les demandes d'inscription

L'autorité para- administrative : la commission consultative

a -L'organisation et les attributions de la commission consultative

b - Le mécanisme de règlement des oppositions et demandes d'inscription

L'implication du Conservateur foncier dans le processus de règlement des oppositions et des demandes d'inscription

Paragraphe II: Une possible extension du règlement des .oppositions au delà du département

A - Le règlement par le Gouverneur de province

B. Les recours contre les décisions du Gouverneur

Le recours hiérarchique

Le recours gracieux

Conclusion du chapitre

CHAPITRE II : UNE PROCEDURE D'IMMATRICULATION RAPIDE

SECTION I : LES MANIFESTATIONS DE LA RAPIDITE DE LA PROCEDURE D'IMMATRICULATION DIRECTE

Paragraphe I: L'abrégement de la procédure d'immatriculation directe

A. La fixation des délais

Le principe de fixation des délais

Le laxisme du législateur en matière de fixation des délais dans le cadre de la procédure d'immatriculation directe

B. Une réduction du nombre d'intervenants à la procédure d'immatriculation

Les autorités n'intervenant plus dans la procédure d'immatriculation directe

Les autorités ayant de nos jours la charge de la procédure d'immatriculation

Paragraphe II : La publicité visant la procédure d'immatriculation

A. Les modalités de publicité

La publicité par voie d'affichage

La publication au bulletin des avis domaniaux et fonciers

B. Les effets de la publicité

Le rapprochement de l'administration des affaires foncières de ses usagers

Le caractère opposable de la procédure

SECTION II : LES ELEMENTS POUVANT FACILITER LA CELERITE DE LA PROCEDURE D'IMMATRICULATION DIRECTE

Paragraphe I: Le respect des frais afférents à la procédure d'immatriculation directe

A. Les frais prévus par la loi de finance de 1991

B. Les frais supplémentaires à la charge du requérant

Paragraphe II: L'attitude des intervenants à la procédure d'immatriculation

.A. L'attitude souhaitable des autorités administratives

B. L'attitude des responsables des services des affaires foncières et du cadastre

Conclusion du chapitre

CONCLUSION PREMIERE PARTIE

SECONDE PARTIE : LES DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE LA PROCEDURE D'IMMATRICULATION

CHAPITRE I : LES DIFFICULTES RELATIVES AUX INCIDENTS A LA PROCEDURE D'IMMATRICULATION DIRECTE

Paragraphe I : L'analyse des oppositions et des demandes d'inscription

A. Les conditions pour faire opposition ou demander une inscription

L'auteur de l'opposition ou de la demande d'inscription

La forme et le délai de l'opposition

B. Le domaine de l'opposition et de la demande d'inscription

L'objet de l'opposition

Le domaine de la demande d'inscription

Paragraphe II : Les effets de l'opposition et de la demande d'inscription

A. Les effets visant la procédure d'immatriculation elle-même

B. Les effets à l'égard du requérant et des tiers

Paragraphe I : la question de la juridiction compétente pour les litiges nés au cours de la procédure d'immatriculation

A. Le principe de la compétence de la juridiction administrative

B. Une compétence tacite du juge judiciaire

Paragraphe II: Les résistances à la procédure d'immatriculation

A. L'exposé du problème

B. Les propositions de solutions

une véritable campagne de sensibilisation

L'allègement des coûts de procédure

Conclusion du chapitre

CHAPITRE II : LES DIFFICULTES RELATIVES A LA MISE EN APPLICATION DE LA PROCEDURE

D'IMMATRICULATION

Paragraphe I : Les insuffisances perturbant la procédure d'immatriculation

A. Le manque des moyens techniques et infrastructurels

L'insuffisance des moyens matériels

L'insuffisance des moyens financiers

B. L'insuffisance du personnel

L'insuffisance qualitative

L'insuffisance quantitative

Paragraphe II : Les irrégularités commises au cours de la
.procédure d'immatriculation directe

A. La détermination des irrégularités

Les irrégularités commises par l'administration

Les irrégularités commises par le requérant

B. Les effets des irrégularités

Les effets visant la procédure d'immatriculation

Les effets dans l'environnement sociétal

Paragraphe I : Le renforcement des attributions de la
commission consultative

A. La nécessité de réviser la composition de la commission
consultative

Le rappel de la composition actuelle de la commission
.consultative

Le réaménagement souhaitable

B. Le renforcement des attributions de la commission
consultative

la reconnaissance d'une véritable force juridique au procès-
verbal de la commission consultative

la nécessité d'accroître les attributions de la commission
consultative

Paragraphe II : La nécessité d'une autre procédure à coté de
l'immatriculation

A. La reconnaissance ou la consécration d'un droit foncier
local

B. La nécessité de prendre en compte les modes locaux
d'accession à la propriété proprement dite

Les fondements

Le mécanisme

Conclusion du chapitre II